

Leurs avoirs dépassent les 670 millions de dollars

Scandale HSBC Suisse : 440 Algériens impliqués



HSBC Private Bank a offert ses services à des clients liés aux trafics en tous genres. © D. R.

Même si la banque HSBC se défend en soutenant que ces pratiques relèvent désormais du passé, il n'en demeure pas moins que le secret bancaire suisse a été un moyen de frauder le fisc et a permis de couvrir des activités criminelles de grande échelle, comme le blanchiment d'argent de la drogue ou le financement du terrorisme international.

L'enquête coordonnée par le journal français Le Monde, basée sur les fichiers de la banque HSBC Suisse, dont le siège est à Genève, et volés en 2007 par l'ancien informaticien franco-italien, Hervé Falciani, a remis au goût du jour le secret bancaire en Suisse. Ce dernier empêche les pays, dont les ressortissants possèdent des comptes en Suisse, à connaître la vérité sur l'origine de ces fonds. L'on s'accorde à dire que ce secret bancaire permet de frauder le fisc, mais également de couvrir des activités criminelles de grande échelle, comme le blanchiment d'argent de la drogue ou le financement du terrorisme international. C'est ce qu'indique l'enquête publiée hier par la presse internationale, coordonnée par le journal français Le Monde, baptisée "SwissLeaks".

La publication française a eu accès, par un informateur secret, à ces fichiers, donnant des informations sur plus de 106 000 clients de la banque suisse, provenant d'environ 200 pays. Les fichiers contiennent des informations personnelles sur les clients, les notes des banquiers et les mouvements de compte. Ces données, confiées au réseau du Consortium international des journalistes d'investigations (Icij), ont été analysées par plus de 140 journalistes issus d'une cinquantaine de médias.

Les clients algériens à la 55e place mondiale

Même si aucun nom n'a été rendu public pour l'instant, les Algériens figurent parmi les clients de la HSBC et d'autres banques suisses. Ils occuperaient la 55e place mondiale en termes de sommes associées aux pays dans les dossiers suisses, avec un montant qui s'élèverait à plus de 671 millions de dollars.

Cette somme serait détenue par 440 clients associés à l'Algérie, dont 10% de nationalité algérienne. Le plus grand montant détenu par un client associé à l'Algérie s'élèverait à 34 millions de dollars. Selon le site "Inkyfada.com", Temimi Kablouti, Algérien naturalisé Tunisien en octobre 1998, travaillant dans le secteur de l'audiovisuel, figure parmi les détenteurs de comptes.

Son compte, ouvert en novembre 1998, présente un solde de plus de 5 000 000 de dollars.

Il aurait expressément demandé à la banque de ne pas le contacter en Tunisie. Concernant toujours ce pays voisin, 679 comptes sont reliés à ses ressortissants. Ainsi, une liste de 230 comptes contenant de l'argent, de 142 noms de personnes physiques et de 32 sociétés offshore a été dressée. La somme totale s'élève à plus de 554 000 000 de dollars, d'après les calculs de l'Icij.

Des têtes couronnées et beaucoup de célébrités

Les premiers noms à attirer l'attention parmi les clients de la HSBC sont incontestablement les rois, les princes, leurs héritiers et autres vedettes du show-business, ainsi que des chefs d'entreprise. Ils n'étaient connus, jusque-là, que par la justice et quelques administrations fiscales.

Le roi du Maroc, Mohammed VI, ou le souverain hachémite de Jordanie, Abdallah II, en font partie. Le journal suisse Le Temps s'étale notamment sur les personnalités politiquement exposées, en citant, entre autres, Rami Makhoul, cousin du président syrien Bachar al-Assad. Sont aussi cités, l'ancien ministre haïtien, Frantz Merceron, ou encore l'ancien ministre égyptien du Commerce et de l'Industrie, Rachid Mohamed Rachid, qui avait été condamné à cinq ans de prison en juin 2011 pour abus de biens sociaux issus des fonds pour le développement du pays. En France, l'humoriste Gad Elmaleh est cité, pour avoir disposé d'un compte faiblement approvisionné à Genève, avec un peu plus de 80 000 euros entre 2006 et 2007.

Selon les informations du journal Le Monde, il aurait régularisé sa situation auprès du fisc français. Dans ces fichiers figurent les noms de Saoudiens, soupçonnés d'avoir financé Oussama Ben Laden dans les années 2000, de barons de la drogue, de trafiquants d'armes et de diamantaires. Le Consortium des journalistes d'investigation fustige la HSBC Private Bank (Suisse), qui "a continué d'offrir des services à des clients qui avaient été cités défavorablement par les Nations unies dans des documents légaux et dans les médias pour leur lien avec le trafic d'armes, les diamants de guerre ou la corruption".

Réduction du secret bancaire suisse

Face à la pression sur les banques helvétiques, qui s'est fortement mise en branle en raison de la chasse à l'évasion fiscale menée par de nombreux gouvernements, le secret bancaire en Suisse a rétréci comme une peau de chagrin ces dernières années. En effet, depuis hier se tient à Istanbul une réunion du G20 où se retrouvent des ministres des Finances et des banquiers centraux. Le G20 a fait de la lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscale un de ses chevaux de bataille. Concrètement, entre le 9 novembre 2006 et le 31 mars 2007, quelque 180,6 milliards d'euros auraient transité sur des comptes d'HSBC à Genève, cachés, entre autres, derrière des structures offshore au Panama et dans les îles Vierges britanniques, selon les enquêteurs. À la suite de ces publications, des voix se sont élevées en Suisse pour réclamer des poursuites contre HSBC Suisse, jusqu'ici épargnée dans ce pays, alors que des enquêtes sont déjà ouvertes en Belgique et en France.

La HSBC se justifie

Quant à la banque HSBC Suisse, elle a réagi hier dans un courriel à l'AFP, en assurant que ces pratiques appartenaient "au passé".

"Depuis 2008, HSBC a radicalement changé sa stratégie", a ajouté la banque, reconnaissant avoir eu des "manquements" dans le passé. La même source indique qu'une nouvelle direction, mise en place après l'affaire du vol de données en 2007, "a procédé à un examen en profondeur des affaires, ce qui inclut des fermetures de comptes de clients qui ne correspondaient pas aux standards élevés de la banque, et la mise en place d'un

système très poussé de contrôle interne”. “Ces révélations concernant des pratiques du passé doivent rappeler que ce vieux modèle d'affaires de la banque privée suisse n'est plus acceptable”, a conclu la banque suisse. La banque a ainsi fait le ménage dans son portefeuille clients, qui a subi une sévère cure d'amaigrissement. Sa clientèle s'est réduite de 70% depuis 2007 et les comptes gérés ne sont plus que 10 000, contre 30 000 il y a 8 ans. Les avoirs gérés par la banque ont aussi fondu, passant de 118 milliards de dollars à 68 milliards, fin 2014.

M.T.